

27 février 2013

LE HUFFINGTON POST QUÉBEC

Aide au développement: le Canada accusé de tourner le dos à son héritage

AFPQC | Par Clément Sabourin / Agence France-Presse Publication: 27/02/2013 07:56 EST | Mis à jour: 27/02/2013 07:56 EST



Budgets amputés, implication accrue du secteur privé dans la coopération, réduction des financements pour l'Afrique: la redéfinition de l'aide au développement par le gouvernement canadien de Stephen Harper suscite l'inquiétude et la colère.

Jadis cité en exemple pour son approche modèle des relations internationales, le Canada est aujourd'hui accusé de tourner le dos à son héritage pour conditionner son aide à l'étranger au commerce bilatéral.

La tension est montée d'un cran depuis que le ministre conservateur de la Coopération, Julian Fantino, a annoncé en janvier la suspension de l'enveloppe de quelques centaines de millions de dollars destinée à financer de nouveaux programmes d'aides en Haïti, pays où le Canada joue un rôle de premier plan.

"Allons-nous nous occuper des problèmes (des Haïtiens) pour toujours ? Eux aussi doivent se prendre en main", avait-il dit, dénonçant dans le même temps la saleté de l'île.

"C'était un coup sous la ceinture!", s'emporte Katleen Félix, directrice générale de la fondation Kanpe, spécialisée dans l'aide à Haïti et cofondée par des membres du célèbre groupe d'indie-rock Arcade Fire.

Accusant Ottawa d'avoir "une perception fausse" de ce qui est réalisé dans ce pays, Mme Félix estime que ces propos s'inscrivent dans la volonté du gouvernement canadien de lier aide internationale et implication du secteur privé.

A l'issue d'une visite à Port-au-Prince, le chef de la diplomatie canadienne John Baird a d'ailleurs déclaré lundi vouloir que "les entreprises canadiennes jouent un rôle accru" dans ce pays. "Nous devons évaluer les investissements que nous avons faits pour voir si nous avons eu de bons résultats", a-t-il expliqué.

"Haïti a été le premier pays (touché par cette réforme), les autres vont suivre", lance Mme Félix.

"L'aide publique au développement ne devrait pas servir à faire la promotion des sociétés canadiennes", déplore pour sa part Chantal Havard, porte-parole du Conseil canadien de la coopération internationale (CCCI), une coalition regroupant une centaine d'ONG.

Politologue à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Bonnie Campbell note de son côté que l'implication accrue du secteur privé dans la coopération, telle que voulue par Ottawa, s'inscrit dans une politique initiée par le gouvernement de Stephen Harper depuis 2009.

A cette époque, les conservateurs avaient annoncé le retrait de huit pays africains, particulièrement sous-développés, de la liste des Etats qui recevaient en priorité l'aide canadienne au développement.

Colombie et Pérou, pays avec qui des accords de libre-échange venaient d'être signés, avaient par contre fait leur entrée sur cette liste.

"Ces choix sont préoccupants", déclare Mme Campbell. "On choisit les pays (ciblés par l'aide canadienne) en fonction des intérêts commerciaux du Canada, on s'éloigne de nos obligations internationales (de) réduction de la pauvreté".

Ces changements ont d'ailleurs valu un rappel à l'ordre d'Ottawa par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) l'année dernière. Regrettant que le gouvernement canadien ait réduit de 5% entre 2010 et 2011 son budget de coopération, l'organisation jugeait dans un rapport que "la nouvelle approche de l'aide canadienne n'est pas soutenue par des critères suffisants ou transparents".

Et alors qu'Ottawa doit présenter d'ici fin mars le budget de l'année 2013/2014, beaucoup craignent que le climat d'austérité n'entraîne de nouvelles réductions de financements dans l'aide canadienne.

Le budget canadien pour la coopération a représenté 0,34% du Produit intérieur brut en 2011/2012. Au rythme des réductions actuelles, ce taux devrait reculer à 0,25% d'ici 2015, selon les partis d'opposition et des ONG canadiennes. Bien loin du taux référence fixé à 0,70% par l'ONU.